

AFRIQUE

En Mauritanie, le tourisme retrouve la piste

Alors que le pays est sorti de la zone rouge du Quai d'Orsay, à partir du 24 décembre, des marcheurs français sillonneront à nouveau le désert de l'Adrar. Depuis une décennie, en raison du risque terroriste dans la bande sahélo-saharienne, le tourisme s'était évaporé en Mauritanie.

Xavier Frère

La traversée du désert est terminée. Ou plutôt, elle recommence. Le 24 décembre prochain, date symbole s'il en est, des milliers d'étoiles scintilleront sans doute dans les yeux des 150 Français embarqués dans un vol (complet) à destination d'Atar, pour un trek dans le désert mauritanien. Un retour presque inespéré après une décennie d'absence.

En raison de la menace terroriste dans la région, le monde hexagonal du tourisme, et notamment les organisateurs de treks, avait déserté les merveilleuses dunes, ergs, canyons et palmeraies de l'Adrar en Mauritanie. La mort de quatre Français d'une même famille en 2007, tués par une katiba (liée à Al-Qaïda au Maghreb islamique), rendait définitivement le secteur inapproprié aux voyageurs comme, les années suivantes, une majeure partie de la bande sahélo-saharienne. Le désert était classé zone rouge par le Quai d'Orsay. Jusqu'en janvier dernier. La Mauritanie, république islamique dirigée par Mohammed Ould Abdelaziz, redevient alors accessible, grâce au général Foucaud (lire par ailleurs) « qui a fait basculer le retour », estime Kevin Girard, patron actuel de Point-Voyages. Celui qui a succédé à Maurice Freund et qui pérennise l'esprit solidaire et responsable de cette coopérative (lire par ailleurs), s'active depuis 2012 pour cette reprise des vols à destination du Sahara. Nouakchott a donné des gages sérieux sur le volet sécuritaire.

Le tourisme, rempart contre l'extrémisme

Le désert mauritanien, autant que l'accueil de ses hôtes, fascine encore malgré son absence des brochures touristiques ces dernières années. « Nos voyageurs ont toujours gardé beaucoup d'affection pour cette destination, une addiction presque hypnotique pour le désert, on va peut-être réussir notre aventure, on est dans les temps de passage intéressant », trace, optimiste, Kevin Girard. La ligne de mire est fixée : un millier de voyageurs pour une quinzaine de vols entre fin décembre et avril 2018. Signe de son soutien, l'État mauritanien prend à sa charge la moitié de l'affrètement des voyageurs. Dans les années 2000, le trek en Mauritanie était l'un des best of



Dunes, palmeraies, canyons. Le désert mauritanien va retrouver ses trekkers et ses guides à partir du 24 décembre. Archives X.F.

des tour-opérateurs spécialisés dans l'aventure. Le marché existe encore. L'attente est forte, puisque le reste du Sahara et du Sahel reste une zone hostile, gangrenée parfois par les trafics et les groupes djihadistes.

Pour la Mauritanie, Point-Voyages avait une longueur d'avance sur d'autres professionnels du tourisme, grâce à « des liens fraternels, profonds qui ne se sont jamais estompés, avec la volonté d'aider nos frères dans la difficulté ». D'autres grands tour-opérateurs, comme Terres d'Aventure, ont embêté le pas, et tous repartent ensemble à partir du 24 décembre, en espérant qu'aucun grain de sable ne vienne enrayer cette dynamique.

L'esprit de Maurice Freund irrigue ce retour en Mauritanie qui fait, selon Kevin Girard, figure de « cas d'école ». « L'outil touristique est aussi un outil de développement économique et on lutte contre l'exode rural, très fort dans cette région. Quand les gens ont le ventre plein, ils ne pensent pas à faire autre chose... » Sous-entendu, à basculer vers l'extrémisme. Il poursuit : « Dans cette région chahutée, si les Maliens connaissent le même sort, ils ne s'engageraient sans doute pas en faveur de barbus extrémistes, idem pour les Algériens et les Libyens ». Le tourisme, vecteur de paix et de stabilité ? Ce n'est sans doute pas un miracle.

L'espoir des guides mauritaniens

Moulay Cherif, 36 ans, offre ses services de guide dans le désert mauritanien depuis plus d'une décennie. Il est originaire de Ouadane, dont la vieille ville est inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, au même titre que l'autre perle du secteur, Chinguetti. Moulay a connu les années phares du trekking dans l'Adrar, en Mauritanie, et au sud Maroc. Puis, la désertion des touristes après l'assassinat de quatre touristes français en 2007, près de Nouakchott. Mais l'espoir renaît aujourd'hui. « On n'a pas eu de commandes précises, mais on sait que pour le trek, avec les Français, ça va bien repartir, je suis très confiant sur l'avenir de mon pays », s'enthousiasme Moulay au bout du fil, depuis Atar, la ville qui accueillera à nouveau les premiers vols. Comme d'autres guides et chameliers, ils sont « nombreux depuis, à être au chômage ». Une réalité qui le désole, car « la Mauritanie reste un pays très accueillant, sans aucun problème dans le désert », avance Moulay, avant de rappeler que « la France a été autant touchée par le terrorisme que le désert mauritanien ».

De Point-Mulhouse à Point-Voyages

1969 : premier vol de Point-Mulhouse, coopérative de voyages fondée cinq ans plus tôt par Maurice Freund, originaire de Guebwiller (Haut-Rhin).
1978 : premier vol charter vers Lima, au Pérou.
1980 : premier vol vers Ouagadougou, au Burkina Faso.
1988 : faillite de sa société transporteur Point Air.
1989-1991 : Maurice Freund part diriger Air Mali.
1995 : création de Point-Afrique voyages et premier charter vers Gao, au Mali, juste après la fin de la rébellion touarègue.



Maurice Freund. Photo Philippe Freund

2014 : Maurice Freund passe le flambeau à Kevin Girard, entré dans la société en 2001 en tant qu'agent de voyages. Point-Afrique devient Point-Voyages.

Questions à

Marc Foucaud Consultant Afrique, ex-général force Servat au Mali (août 2013 - août 2014)

« Il faut associer sécurité et développement »

Quand on parle terrorisme dans la bande sahélo-saharienne, on évoque rarement la Mauritanie ?

Si on n'en parle pas, c'est que ça se passe plutôt bien. La Mauritanie a été confrontée au terrorisme jusqu'en 2012. Le président a investi dans tout l'appareil sécuritaire. C'est un pays qui a remonté son armée grâce à ses amis, dont la France. Il a mené une stratégie globale de lutte contre le terrorisme, associant à un volet sécuritaire une partie développement, idéologique, en utilisant des repentis. Les Mauritaniens communiquent peu, même sur leur réussite en termes de déradicalisation. Les islamistes étaient aux portes du pouvoir. Il existe une vraie volonté politique : tout n'est pas parfait, il y a encore beaucoup de choses à faire, mais il y a une maîtrise de la sécurité.

Qu'est-ce qui a vous a réuni avec le projet Point-Voyages ?

Le projet qui m'anime avec Maurice Freund comprend tout un volet développement pour la population, avec le retour de touristes responsables. Avec le tourisme qui revient dans l'Adrar, c'est la population qui arrive à vivre de manière autonome. Pendant les dix dernières années, elle a souffert énormément. Et la pauvreté peut constituer un terrain favorable pour des jeunes dans la mauvaise direction. Confrontée à des problèmes économiques, la Mauritanie veut diversifier ses activités : le tourisme en fait partie. Quand on voit le potentiel de l'Afrique de l'Ouest notamment, nos entreprises ont leur place. Pour cela, il fallait la sécurité, et on a réussi à faire évoluer la carte sécuritaire de la



DR

Mauritanie au sein du ministère français des Affaires étrangères. Ce n'était pas gagné d'avance, ça a été une affaire collective, y compris avec les Mauritaniens.

La Mauritanie peut-elle donner l'exemple à toute une région ?

Ce retour, elle le voit comme un véritable symbole. Il y a déjà l'Africa Race (janvier 2018) qui rassemble 700 concurrents. Pour ce pays, c'est la reconnaissance des efforts qu'ils ont faits. Ils ont réussi dans ce combat contre les terroristes. Nous avons été voir in situ... On a scanné le dispositif actuel, de grands moyens ont été mis en place pour former une bulle sécuritaire. Les voyagistes ont accompagné le projet. L'espère que l'opération Point Afrique ouvrira la porte aux autres, mais Maurice Freund a une longueur d'avance sur tout le monde là-bas. C'est une année d'essai, de retour, les gens sont un peu dubitatifs pour l'instant. Chaque pays du Sahel est différent, mais la Mauritanie montre que c'est possible. On ne résout pas une crise uniquement avec un volet sécuritaire, et les premiers à le savoir sont les militaires.

Recueilli par X.F.

AUTRICHE

L'extrême droite en force au gouvernement

Après la conclusion vendredi soir d'un accord avec les conservateurs, l'extrême droite ne fera pas que de la figuration dans le gouvernement de coalition du futur chancelier Sebastian Kurz. Elle hérite de la vice-chancellerie et de trois ministères clés.

À 31 ans, le chef des conservateurs autrichiens Sebastian Kurz s'apprête à devenir le plus jeune chef de gouvernement au monde. Et son gouvernement, un des plus à droite sur l'échiquier politique européen : le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) y a décroché hier pas moins de trois ministères régionaux : l'Intérieur, la Défense et les Affaires étrangères. Du jamais vu. Sans oublier le poste de vice-chancelier offert à Heinz-Christian Strache, patron du parti d'extrême droite, qui hérite par ailleurs des portefeuilles de la Fonction publique et des Sports.

C'est sur le mont du Kahlenberg que les deux chefs de parti ont dévoilé hier la composition du gouvernement. Surplombant Vienne, cette colline est un symbole pour l'extrême droite autrichienne : c'est sa reprise par les forces chrétiennes en 1683 qui avait marqué le début du reflux des armées

ottomanes d'Europe centrale. L'événement reste célébré chaque année par des groupes identitaires.

Politiquement, l'itinéraire de Sebastian Kurz est un sans-faute. Nommé secrétaire d'État à l'âge de 24 ans, ministre des Affaires étrangères à 27 ans, il met la main au printemps dernier sur la direction du Parti chrétien démocrate (ÖVP) qu'il modernise à marche forcée. Dans la foulée, il fait expulser la coalition avec les sociaux-démocrates et sort victorieux des élections qui suivent en octobre.

Pas de référendum sur une sortie de l'UE

L'accession à la chancellerie du « Wunderwuzzi » (enfant prodige) de la politique autrichienne n'a toutefois été possible qu'au prix d'une coalition avec le FPÖ, scellée vendredi soir. Avec



Sebastian Kurz (ÖVP) et Heinz-Christian Strache (FPÖ).

Photo AFP

des concessions de part et d'autre : si l'ÖVP comme le FPÖ revendiquent un discours très ferme sur l'immigration (cela avait été un des thèmes pivots de la campagne de M. Kurz), les conservateurs ont imposé le maintien de l'engagement européen du pays. « La question d'une sortie de l'UE a été exclue » des points qui pourront être

soumis à consultation populaire, a confirmé hier M. Strache, alors que M. Kurz déclarait souhaiter « une coopération européenne plus poussée dans les domaines où cela se justifie, comme la défense des frontières, mais davantage de compétences laissées aux États à chaque fois que c'est possible ».

Les leaders européens d'extrême droite revigorés par l'Autriche

Des dirigeants de partis d'extrême droite européens, dont Marine Le Pen et Geert Wilders, réunis hier à Prague, ont salué « l'événement historique » en Autriche.

« Il ne reste qu'à applaudir qu'une fois de plus en Autriche aujourd'hui, un parti membre de notre groupe au Parlement européen soit pris au sérieux au point d'avoir sa chance au sein du gouvernement », s'est réjoui devant les journalistes Geert Wilders, le chef du Parti néerlandais pour la Liberté.

La présidente du Front National français, Marine Le Pen, a salué un « événement véritablement historique. Je pense que les élections européennes peuvent apporter un véritable bouleversement de la donne politique en Europe et même permettre à ceux qui s'opposent à l'Union européenne et qui sont des défenseurs de l'Europe des nations et des libertés d'être majoritaires dans le cadre de la future assemblée », a-t-elle estimé.

Alliés au sein de « l'Europe des nations et des libertés », un groupe politique du parlement européen fondé il y a deux ans, ces leaders doivent travailler sur leur coopération, lors de cette conférence intitulée « Pour une Europe des nations souveraines ».